

# BRÈVES ÉCONOMIQUES DES PAYS NORDIQUES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE STOCKHOLM

N° 21 – 21 janvier 2022



## Pays nordiques

COVID-19	France	Suède	Danemark	Norvège	Finlande	Islande
<b>Contaminations</b>						
Nombre de contaminations	15 175 464	1 700 336	1 232 238	538 784	407 711	51 535
Taux de contamination (pour 100 000 hab.)	22 502	16 382	21 100	9 994	7 368	13 977
Nouvelles contaminations en 15 jours	4 253 707	325 069	335 672	110 052	118 089	15 088
Nouvelles contaminations en 15 jours pour 100 000 hab.	6 307	3 132	5 748	2 041	2 134	4 092
<b>Décès</b>						
Nombre de décès	127 869	15 625	3 535	1 412	1 762	44
Taux de décès (pour 100 000 hab.)	190	151	61	26	32	12
Nouveaux décès en 15 jours	3 060	256	202	62	138	5
Nouveaux décès en 15 jours pour 100 000 hab.	4,5	2,5	3,5	1,2	2,5	1,4
<b>Vaccination</b>						
Part de la population totale ayant reçu au moins <b>1 dose</b> de vaccin	80%	75%	83%	80%	76%	83%
Part de la population totale ayant reçu au moins <b>2 doses</b> de vaccin	78%	72%	81%	74%	73%	77%
Part de la population totale ayant reçu une <b>3<sup>ème</sup> dose</b>	48%	32%	58%	45%	37%	48%

Chiffres du 20 janvier 2022 – Sources : Agences nationales de Santé.

**Projets nordiques à Choose France, rendez-vous annuel dédié à l'attractivité française.** Parmi les 21 nouveaux projets d'investissements étrangers en France qui ont fait l'objet d'une annonce au cours de cet événement (pour plus de 4 Mds€) deux projets nordiques se sont distingués : i/ Ikea investira 650 M€ sur trois ans pour développer des projets « dédiés à l'économie circulaire et aux transports durables » ; ii/ Le norvégien Norske Skog injectera quant à lui 250 M€ pour convertir une ligne de production de papier journal en carton d'emballage 100% recyclé à Golbey dans les Vosges. Norske Skog s'est par ailleurs vu décerner le prix « Transition écologique » de la 3<sup>ème</sup> édition des Prix « Choose France 2021 » par Bérangère Abba, secrétaire d'Etat chargée de la Biodiversité.

## Danemark

**Le nombre de chômeurs atteint son plus bas niveau en 13 ans.** L'économie danoise compte désormais 80 600 demandeurs d'emploi, en baisse de 6 900 par rapport au mois de novembre 2021, d'après l'Institut danois de statistique (*Danmarks Statistik*). Face à cette situation, un certain nombre de mesures visant à augmenter l'offre de travail sont actuellement à l'étude, à commencer par l'amélioration de l'accès à l'emploi des personnes étrangères. Les discussions parlementaires autour du projet « Le Danemark peut faire plus 2 » (« *Danmark kan mere 2* »), visant à améliorer la résilience de l'économie nationale, doivent s'ouvrir d'ici la fin du mois de janvier avec l'objectif d'apporter des réponses au défi que représentent les pénuries de main-d'œuvre.

**La baisse du nombre de faillites s'est poursuivie en 2021.** 2 146 entreprises ont été concernées par une fermeture définitive l'an passé, soit le chiffre le plus bas depuis 2015 d'après la Confédération des industries danoises (*Dansk Industri*). Les mesures de soutien mises en place par le gouvernement danois tout au long de la crise sanitaire (compensation salariale, prêts garantis, reports de charge, etc.) ont, dans l'ensemble, permis aux entreprises de survivre à de longues périodes de fermeture et de pertes de chiffre d'affaires. La tendance pourrait toutefois s'inverser dès 2022, alors que les régimes compensatoires arrivent à expiration et que les 36 Mds DKK (4,8 Mds€) d'impôts et TVA différés vont devoir être remboursés. Certains secteurs durablement touchés, comme le tourisme, apparaissent particulièrement vulnérables. Le dynamisme actuel du marché du travail danois devrait toutefois permettre une réallocation rapide des employés concernés par des pertes d'emploi.

**Trois Danois sur dix ont perçu des taux d'intérêts négatifs sur les dépôts bancaires en 2021,** d'après les calculs établis par l'association professionnelle Finans Danmark. Ce chiffre est deux fois plus élevé que l'année

précédente. Cet été, Danske Bank, principal établissement du pays, avait décidé d'empoigner le pas à ses concurrents en abaissant considérablement le niveau de rémunération des dépôts des particuliers. Pour la majorité des clients des banques danoises, un intérêt négatif compris entre 0,6 et 0,75% est désormais appliqué à tous les dépôts supérieurs à 100 000 DKK (13 400€), alors que le seuil s'élevait à 250 000 DKK (33 500€) en 2020. Bien que pour l'heure relativement circonscrite – 52% des clients privés touchés ont dû déboursier entre 0 et 600 DKK (80€) en 2021 –, la situation a fait l'objet de nombreux commentaires, à commencer par celui du ministre chargé des affaires financières Simon Kollerup, qui a estimé que « la limite a été atteinte » et que les banques se montrent « trop gourmandes ». Face aux pressions du Médiateur des consommateurs, l'Autorité de surveillance financière danoise (*Finanstilsynet*) a été contrainte d'interroger la Commission européenne pour obtenir confirmation sur la légalité d'une telle mesure.

**Danske Bank et Nordea enjointes à renforcer leur dispositif de lutte contre le blanchiment d'argent.** L'Autorité danoise de surveillance financière (*Finanstilsynet*) a conclu dans un rapport rendu public début 2022 que les procédures en place concernant l'évaluation des risques clients souffraient d'importantes faiblesses matérielles. *Finanstilsynet* appelle notamment les deux établissements à assurer un contrôle systématique de toutes les transactions ainsi qu'à signaler les changements de comportement suspects. Une injonction particulière a été adressée à Danske Bank pour le suivi de Danske Invest Management, sa succursale au Luxembourg. Nordea a pour sa part reçu l'ordre de notifier « sans délai » le Secrétariat au blanchiment d'argent de la Direction des enquêtes criminelles (*Hvidvasksekretariatet i Bagmandspolitiet*) en cas de soupçons de financement du terrorisme.

**Danske Bank opère une refonte de son organisation interne.** Les activités du premier groupe bancaire danois (50% du marché

national) seront à l'avenir divisées en trois unités, respectivement dédiées aux petites et moyennes entreprises, aux grandes entreprises et acteurs institutionnels, et aux clients privés (particuliers). Les filiales Danica Pension (spécialisée dans les produits d'assurance vie, retraite et maladie) et Realkredit Danmark (proposant des crédits hypothécaires) relèveront de cette dernière branche. La transformation vise à améliorer l'agilité et l'accompagnement client, a précisé Carsten Egeriis, le DG de Danske Bank. À la tête du groupe depuis avril 2021, celui-ci a profité de l'annonce pour indiquer que la banque visait un objectif de rendement des capitaux propres situé entre 8,5 et 9% pour 2023, un chiffre légèrement revu à la baisse par rapport aux ambitions de son prédécesseur (9-10%).

**Mærsk avance de 10 ans son objectif global de neutralité carbone.** L'évolution technologique rapide, notamment dans le champ des moteurs fonctionnant au méthanol, ainsi que les exigences écologiques croissantes formulées par de nombreuses entreprises clientes, ont incité le géant du transport maritime à viser un taux d'émissions nettes nul dès 2040, contre 2050 initialement. Le groupe danois a également indiqué vouloir réduire de 50% les émissions par

conteneur transporté et de 70% les émissions de ses terminaux de chargement d'ici 2030. L'année dernière, l'armateur avait déjà annoncé que le premier porte-conteneurs neutre en carbone serait mis en service en 2023, soit sept ans avant la date fixée. Ces nouvelles déclarations placent Mærsk, deuxième compagnie mondiale en volume transporté, à la pointe des efforts climatiques du secteur maritime, responsable de 3% des émissions de CO<sub>2</sub> de la planète.

**Carsoe enregistre une commande de 500 M DKK (67 M€) de la Russian Fishery Company pour quatre nouveaux chalutiers-usines.**

L'équipementier danois avait déjà remporté un contrat de 800 M DKK (107 M€) auprès de la société russe pour la fourniture de sept navires destinés au traitement, au conditionnement et à la congélation du surimi. Ce nouvel accord, qui assurera une activité aux 350 employés de Carsoe jusqu'en 2025, renforce la position du groupe en tant que fournisseur privilégié de la flotte de pêche russe, en pleine expansion depuis 2019, et plus largement comme leader mondial du marché des usines flottantes à forte valeur ajoutée.

## Finlande

**Wärtsilä conclut un accord avec CMA CGM pour la fourniture de moteurs et systèmes de navigation.** Le groupe de construction mécanique Wärtsilä a conclu un accord avec le français CMA CGM pour fournir des moteurs et des systèmes de gestion de propulsion et de navigation pour douze porte-conteneurs, que l'armateur français fera construire en Chine. Les équipements de Wärtsilä devraient être livrés sur les chantiers chinois, à partir de 2022, et le premier des 12 navires devrait être mis à l'eau au troisième trimestre 2023. Les deux entreprises finlandaises et françaises ont notamment mis en avant le fonctionnement au GNL des porte-conteneurs, moins polluant que les carburants diesel classiques, et constituant, selon elles, un premier pas vers la décarbonisation du secteur

maritime. Les moteurs sont, de surcroît, à bicarburant et compatibles avec l'utilisation de gaz renouvelables tels que le biométhane. Wärtsilä avait déjà signé un contrat similaire pour 14 navires avec CMA CGM en 2018.

**Le parc automobile accélère son renouvellement en 2021.**

La part de voitures entièrement électriques dans les nouvelles immatriculations s'élevait à 10,3% en 2021, contre 4,4% en 2020 tandis que la part des voitures hybrides rechargeables était de 20,5% en 2021 contre 13,7% en 2020. En parallèle, le nombre de véhicules envoyés à la casse a augmenté de 34% en 2021 par rapport à 2020, soit 97 068 voitures mises au rebut. Cette évolution est en partie liée à la prime à la casse que l'Etat finlandais a instituée

l'année dernière et qui n'est plus valable depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022. Cette prime, variant entre 1 000 et 2 000€, était versée pour la mise au rebut d'une voiture au bilan carbone élevé, en cas de remplacement par un véhicule propre. Une alternative proposait une aide d'Etat jusqu'à 1 000€ pour les personnes remplaçant leur voiture mise au rebut par l'achat d'un vélo électrique ou d'un titre de transport public.

**De nouvelles restrictions sur les importations de bois russe.** Début 2022, la Russie a imposé de nouvelles restrictions sur ses exportations de résineux ronds et de feuillus. Celles-ci s'ajoutent aux restrictions mises en place en novembre 2021. Au total, ces mesures réduiraient de près d'1,5 M m<sup>3</sup>/an la quantité de bois russe importée en Finlande (la Russie représente 76% du bois importé par la Finlande). Les importations de bois par la Finlande s'élevaient à 12,6 M m<sup>3</sup> en 2020, ce qui correspond à 19% de la consommation totale de bois dans le pays (67 M m<sup>3</sup> en 2020). La confédération finlandaise de l'industrie forestière estime que les importations de bois 2022 pourraient être de 15% inférieures à celles de 2021 en raison des restrictions russes.

## Islande

**La Banque centrale intervient sur le marché des changes pour la première fois en trois mois.** La BCI a commencé à acheter des devises étrangères pour atténuer le renforcement de la couronne. Pour rappel, en un an, la couronne islandaise s'est renforcée de 2,5%.

**Le ministère de de l'Environnement, de l'Énergie et du Climat nomme un groupe de travail sur la sécurité électrique.** Ce groupe d'experts, issus de Landsvirkjun, de Landsnet, de HS Orka et de l'Association pour l'environnement et la conservation de la nature, est censé fournir une vue d'ensemble du marché de gros de l'électricité et définir les limites de sécurité pour un approvisionnement adéquat.

**La Finlande se distingue dans la mise en œuvre des règles du marché unique** comme l'indique le « Single Market Scoreboard » (tableau de bord du marché intérieur) de 2021 de la Commission européenne. Les critères utilisés sont relatifs aux quatre libertés de mouvement fondamentales (personnes, biens, services et capitaux) ainsi qu'à l'environnement des affaires pour les PME, le verdissement de l'industrie et la surveillance de marché. Sur la mise en œuvre des outils de gouvernance, la Finlande se classe au-dessus de la moyenne européenne pour tous les outils (système d'information sur le marché intérieur IMI, mécanisme de règlement extrajudiciaire des litiges relatifs à l'application des règles du marché SOLVIT, etc.), à l'exception des procédures d'infraction au marché où elle se classe dans la moyenne. En ce qui concerne l'application des règles, par domaines d'action, la Finlande se classe également au-dessus de la moyenne pour l'ensemble des indicateurs (transparence des marchés publics, reconnaissance des qualifications professionnelles, etc.) sauf la mise en œuvre d'EURES (réseau de coordination des services de l'emploi) où la Finlande se classe en-dessous de la moyenne UE. Enfin, sur le commerce des biens et services, la Finlande est dans la moyenne.

**Icelandair renforce sa flotte de Boeing.** L'entreprise islandaise cotée en bourse vient de commander deux 737 MAX 8 en location longue durée à Dubai Aerospace Enterprise. Les appareils devraient être livrés au printemps prochain.

**Excellent bilan pour l'aquaculture islandaise en 2021.** Les entreprises de fermes aquacoles ont exporté des produits pour une valeur de 36 Mds ISK (247 M€) en 2021. L'augmentation en valeur a été de 23% par rapport à 2020. L'Association des entreprises du secteur de la pêche souligne que la valeur des exportations des produits d'élevage a atteint environ 5% de la valeur totale de toutes les exportations de marchandises d'Islande au cours de l'année écoulée.

**Kerecis reçoit une subvention du ministère des Affaires étrangères islandais.** La société de peaux de poisson pour usage médical Kerecis a reçu une subvention de 230 000\$ du Fonds de partenariat des Objectifs de

développement durable du ministère islandais des Affaires étrangères. Cette subvention sera utilisée pour soutenir ses projets à l'hôpital Ahl Masr du Caire. Kerecis formera les médecins à l'utilisation de ses produits pour traiter les brûlures graves.

## Norvège

**Alstom signe le plus important contrat ferroviaire de l'histoire norvégienne.**

Alstom a signé un contrat avec Norske Tog pour 200 trains régionaux Coradia Nordic, parfaitement adaptés aux conditions météorologiques norvégiennes. Ce contrat est évalué à plus de 1,8 Md€ et représente le plus important contrat ferroviaire de l'histoire norvégienne. La première commande ferme de 30 trains s'élève à 380 M€ avec une option sur 170 rames supplémentaires. Ces trains ont pour objectif d'assurer un service rapide de trains de banlieue pour relier Ski et Stabekk à Oslo.

**Le gouvernement norvégien a annoncé l'assouplissement des mesures sanitaires.**

Ainsi, le 13 janvier, l'interdiction nationale de vente d'alcool dans les bars et les restaurants a été levée et la jauge pour les événements en intérieur a été remontée à 30 personnes et 200 pour les événements assis. Les cas contacts n'appartenant pas au foyer de la personne contaminée peuvent désormais sortir d'isolement en se soumettant à un test antigénique ou à un autotest. Enfin, le niveau d'alerte dans les lycées et les jardins d'enfants repasse à l'échelon le plus bas (niveau vert). Si le nombre d'hospitalisations (252 dont 78 personnes en soins intensifs) reste aujourd'hui sous contrôle,

FHI (l'Institut norvégien de santé public) prévient qu'une forte hausse du nombre de cas, pouvant atteindre 50 000 par jour, est à prévoir. Sur cette base, les partis d'opposition demandent au gouvernement de mieux justifier ses décisions. FHI rappelle que le variant Omicron engendre un nombre réduit d'hospitalisations, en particulier au sein d'une population très largement vaccinée (86% des plus de 18 ans).

**Un excédent commercial record pour la Norvège en 2021.**

Lors de son bilan 2021, la direction du Pétrole s'est félicitée d'un montant record des recettes des hydrocarbures, qui représentaient environ 100 Mds NOK (10 Mds€) d'exportations par mois en fin d'année, soit trois fois plus qu'en 2020 sur la même période. Le gaz a largement contribué à cette augmentation. L'extraction des hydrocarbures devrait se maintenir à un niveau élevé jusqu'en 2030, compte tenu du niveau de la demande européenne et mondiale en gaz. La Norvège a également enregistré un excédent commercial historique pour les échanges de biens en 2021 (+531 Mds NOK soit 53 Mds€), selon les chiffres de SSB (Bureau central des statistiques). Les exportations (1 337 Mds NOK soit 133 Mds€) ont principalement été tirées par les ventes d'hydrocarbures, en particulier de gaz (475 Mds NOK soit 47 Mds€).

## Suède

**La croissance du PIB pourrait atteindre 5% en 2021.** Selon l'indice mensuel, la croissance de l'économie suédoise a atteint 0,2% en novembre 2021 par rapport à octobre et 5,4%

en glissement annuel (par rapport à novembre 2020). La consommation privée est le principal moteur de la reprise avec une progression de 8,4% en un an (décembre 2021 par rapport à décembre 2020). Pour mémoire, le ministère

suédois des Finances table sur une croissance de 4,9% en 2021.

**L'inflation suédoise atteint son plus haut niveau en 30 ans.** Selon l'Office suédois des statistiques (SCB) l'inflation sous-jacente KPIF (hors taux, cible de la Banque de Suède) a atteint 4,1% en décembre 2021 en glissement annuel, contre 3,6% en novembre. Il faut revenir à 1993 pour trouver une progression des prix aussi importante. L'inflation sous-jacente KPIFXE (hors énergie) a, en revanche, reculé à 1,7%, en glissement annuel, en décembre (1,9% en novembre).

**La richesse des épargnants suédois a atteint un niveau record en 2021.** Selon l'Association suédoise de la gestion d'actifs (*Fondbolagens Förening*), la valeur des actifs des placements collectifs (fonds et sicav) des épargnants suédois est passée de 2 000 Mds SEK (200 Mds€) en 2010 à pas moins de 6 951 Mds SEK (695 Mds€) fin 2021, soit plus de 130% du PIB. Huit Suédois sur dix font appel aux placements collectifs.

**Les finances publiques des collectivités locales restent solides.** Les mesures de soutien de l'Etat, des placements financiers en forte hausse et une baisse des demandes des services publics sont à l'origine de finances solides pour les 290 communes et 21 régions suédoises. Les communes affichent un excédent total de 30 Mds SEK (3 Mds€) en 2021 et les régions 10 Mds SEK (1 Md€).

**La Suède alloue 6 Mds SEK (584 M€) pour indemniser les ménages touchés par les prix élevés de l'électricité.** 1,8 million de ménages sont concernés. Les ménages dont la consommation d'électricité est supérieure à 2 MWh par mois pour les mois de décembre 2021, janvier et février 2022 percevront une indemnité de 2 000 SEK (195€) par mois, soit

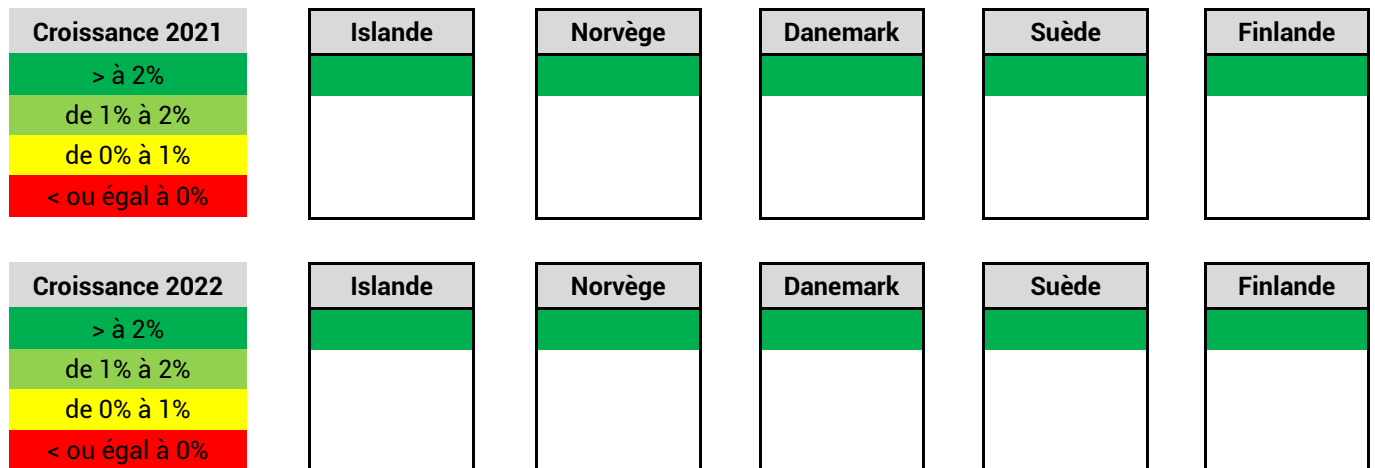
un total maximal de 6 000 SEK (584€) sur les 3 mois. L'échelonnement est le suivant :

Consommation (kWh)	Subvention totale décembre-février (kr)
700 – 899	300
900 – 999	600
1 000 – 1 099	900
1 100 – 1 199	1 200
1 200 – 1 299	1 500
1 300 – 1 399	2 100
1 400 – 1 499	2 700
1 500 – 1 599	3 300
1 600 – 1 699	3 900
1 700 – 1 799	4 500
1 800 – 1 899	5 100
1 900 – 1 999	5 700
Supérieure à 2 000	6 000

Source : ministère de l'Énergie.

**Le gouvernement suédois soutient l'inclusion du nucléaire comme source d'énergie durable dans l'acte délégué climat de la taxonomie UE.** La Suède estime cependant que la proposition de la Commission devrait être modifiée sur deux points. Premièrement, l'énergie nucléaire devrait être maintenue dans la taxonomie même après 2045. La date butoir souhaitée par la Commission ne ferait pas sens selon le gouvernement car la définition du nucléaire comme source énergétique durable devrait être valable sans limite dans le temps. Ensuite, la Suède soutient, de manière générale, l'obligation de disposer de plans de gestions des déchets, mais est en désaccord avec l'exigence de la Commission d'avoir un site de stockage final des déchets nucléaires en opération au moment où les investissements nucléaires sont réalisés. Par ailleurs, la Suède estime que de nouveaux réacteurs nucléaires ne devraient pas être construits en Suède dans les prochaines années, mettant en avant le coût avantageux de l'éolien.

## Prévisions de croissance pour les pays nordiques



Source : FMI, prévisions d'automne (octobre 2021)

PIB	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Gouvernement	3,9	2,8	2,5	2,0	3,7	3,7	4,9	3,4	3,9	3,1
Banque centrale	3,8	3,1	3,5	2,8	3,9	4,5	4,7	3,8	4,0	3,9
Institut stat./ conjoncture*	3,9	3,6	3,5	3,0	3,6	3,8	4,6	3,9	2,6	4,8
Commission européenne**	4,3	2,7	3,4	2,8	3,1	2,8	3,9	3,5	3,4	4,3
FMI***	3,8	3,0	3,0	3,0	3,0	4,1	4,0	3,4	3,7	4,1
OCDE****	4,7	2,4	3,5	2,9	4,2	4,2	4,3	3,4	5,0	5,2
SEB (11/2021)	3,6	4,1	3,2	3,0	2,7	3,7	4,6	3,9	-	-
Nordea (11/2021)	3,3	2,7	3,5	3,0	3,9	3,9	4,5	3,5	-	-
Danske Bank (11/2021)	4,0	3,0	3,3	3,0	3,8	4,0	3,9	3,5	-	-

### Sources :

\* Suède : Konjunkturinstitutet (KI) (11/2021), Danemark : Conseil des Sages, Det Økonomist Råd (11/2021), Norvège : SSB (09/2021), Finlande : ETLA (11/2021), Islande : Statice (09/2021)

\*\* Prévisions d'automne (novembre 2021)

\*\*\* World Economic Outlook (octobre 2021)

\*\*\*\* Perspectives économiques (décembre 2021)

### Code couleur des mises à jour :

**En gras** : mise à jour sans changement

**En rouge** : dégradation

**En vert** : amélioration

## Autres indicateurs macroéconomiques

Déficit public	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Gouvernement	-0,2	1,0	-5,2	-3,3	-2,9	-	-0,8	-0,1	-9,7	-7,3
Commission européenne *	-0,9	-1,3	-3,8	-2,4	-0,2	1,3	-0,9	0,3	-10,1	-6,5
FMI **	-1,9	0,1	-4,6	-2,6	-5,9	0	-2,6	-0,8	-8,7	-6,4
OCDE ***	-1,5	0,3	-4,0	-2,2	-2,4	-0,6	-1,3	-0,2	-11,6	-7,9

Dettes publiques	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Gouvernement	37,4	34,1	71,4	72,5	-	-	36,3	32,9	57,5	62,2
Commission européenne *	41,0	38,8	71,2	71,2	43,9	42,8	37,3	34,2	65,6	67,5
FMI **	38,8	38,5	72,2	72,2	42,7	42,4	39,6	39,9	75,8	75,4
OCDE ***	39,8	38,4	77,4	82,4	-	-	36,8	34,1	80,7	86,6

Autres	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Inflation*	1,7	1,9	1,8	1,9	-	-	2,4	1,9	-	-
Consommation privée *	3,4	4,4	3,1	3,8	5,5	4,2	3,7	3,5	2,8	3,8
Chômage (BIT) **	5,4	5,3	7,8	6,8	4,3	4,0	8,9	7,9	7,0	5,0

Sources :

\* *Prévisions d'automne* (novembre 2021)

\*\* *World Economic Outlook* (octobre 2021)

\*\*\* *Perspectives économiques* (décembre 2021)

Code couleur des mises à jour :

**En gras** : mise à jour sans changement

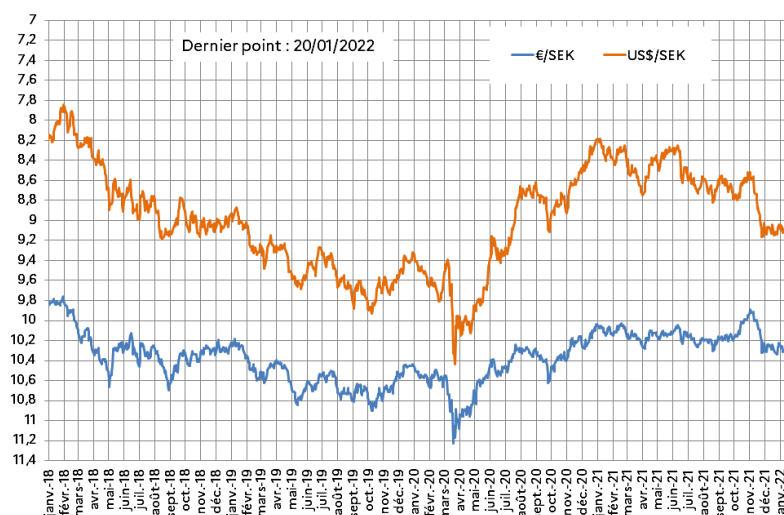
**En rouge** : dégradation

**En vert** : amélioration

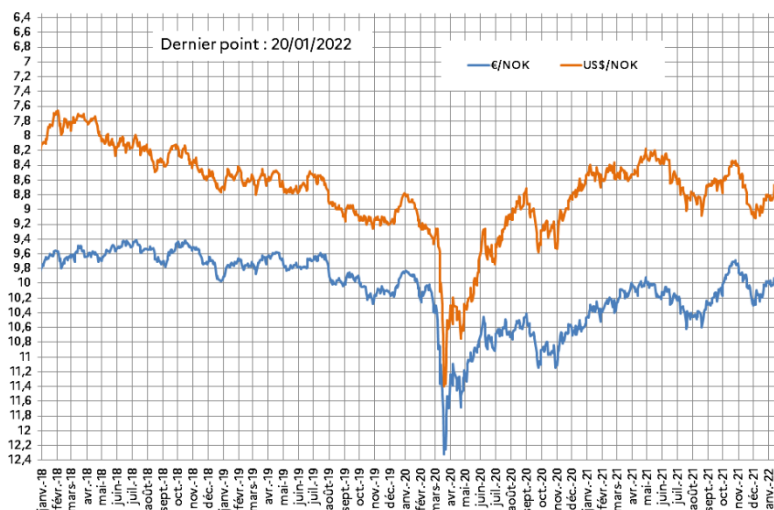


## Evolution des taux de change

### Couronne suédoise



### Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**Responsable de la publication :** Service économique régional de Stockholm (C. Gianella).

**Rédacteurs :** Avec les contributions des Services Economiques de Copenhague (C. Camdessus, L. Yacine, M. Valeur, A. Duny), Helsinki (P. Pouliquen, O. Alapekkala, D. Gueyraud), Oslo (O. Cuny, N. Chaumont), Stockholm (I. d'Armaillé, F. Lemaître, J. Grosjean, P. Charrier) et de l'ambassade de France en Islande (C. Henry-Ducos).

**Pour s'abonner :** [pauline.charrier@dgtresor.gouv.fr](mailto:pauline.charrier@dgtresor.gouv.fr)